pauvres de la paroisse et, pour y parvenir, supplier le seigneur, les gros décimateurs et riches fermiers de s'imposer à une contribution annuelle qui serait distribuée par Monsieur le curé et un administrateur. Cet établissement est d'autant plus à désirer que dans la paroisse il n'y a que Monsieur le curé et quelques fermiers à la bienveillance desquels les malheureux aient recours, et, malgré leur bonne volonté, ils ne peuvent pas subvenir à tous leurs besoins, vu la modicité de leurs revenus.

Fait et arrêté, cinq mars mil sept cent quatre vingt-neuf,

Signé : P.-J. RENARD, Ch. TROUILLARD, Julien COSSON, L. ROCHER, F. COUTELLE, Pierre GAINE, Jaque GAINE, PASSE procureur syndic, L. BIDET greffier.

Chassillé.

Cahier d'observations, plaintes et doléances des habitants de la paroisse de Chassillé, à présenter à l'assemblée du Tiers-Etat de la province du Maine qui doit se tenir le neuf mars.

Nous n'avons point assés de lumière ni de connoissance politique pour proposer des systèmes d'administration et de gouvernement. Nous sentons les charges dont nous sommes grévés et nous attendons avec confiance de l'assemblée de la Nation les moyens de nous soulager. Cependant, puisque on veut bien écouter nos plaintes et nos doléances, nous allons exposer en peu de mots les objets qui nous ont parus intéresser d'avantages le bonheur public.

1^o De tous les impôts celui du sel est le plus onéreux, surtout pour la classe indigente des citoyens. Le prix exorbitant de cette denrée de première nécessité en met un grand nombre hors d'état d'en faire usage. Les légumes que le pauvre cueille en son jardin seroient pour lui un aliment sain, mais il n'a pas le moyen d'acheter de quoy les assaisonner, et il est réduit à manger du pain et à boire de l'eau. La manière d'ailleurs dont cet impôt est perçu est révoltante. On voit tous les jours des malheureux recevoir des contraintes pour aller au grenier, tandis qu'ils n'ont pas d'argent pour acheter du pain. Nous espérons dont de la bonté et de la justice du Roi l'abolition de la gabelle. Notre espoir est fondé sur sa parole ; on nous a assuré qu'il voulait détruire jusqu'au nom odieux de cet impôt. Tout onéreux qu'il est au peuple, il ne doit pas être une grande ressource pour l'État, vu les frais immenses de recouvrement qu'il entraîne.

2^o L'établissement du contrôle a une utilité publique, mais il faudroit que la perception en fut moins arbitraire : qu'il y eut un tarif clair qui fixeroit le droit. C'est peut être une des parties de la finances où il se commet le plus de concussion.

3^o Il faut qu'il y ay des tribunaux pour rendre la justice, expliqué la loy, régler les contestations des citoyens, mais il seroit bien à désirer que la descision des affaires fut plus prompte et moins dispendieuse. Si les places de magistrature n'étoient donné qu'au mérite, au lieu d'être achetés à pris d'argent, ce seroit le moyen d'avoir des juges intègres et éclairés.

4° Le ministère en changeant les corvées en contributions pécuniaires a crû sans doute que les travaux yroient plus vite et que le peuple seroit moins surchargé ; le contraire est arrivé. Nous donnons beaucoup d'argent et nous ne voyons presque point de travail. Si dont on veut absolument nous charger de la confection et de l'entretien des grandes routes, quoique la plus part d'entre nous en sentent moins l'avantage et l'agrément que ceux qui jusqu'à présent n'i ont contribué en rien, nous demanderions à ne plus payer et à faire nous même notre ouvrage, en observant toutefois d'intérompre le moins possible les travaux nécessaire de l'agriculture.

5° Le terroir que nous occupons est en partie environné de bois, terres et montagnes qui rendent une partie de cette paroisse ynculte et encore beaucoup de gibier qui mengent les bleds tant en lièvres que lapins et pigeons. Cependant cette paroisse n'est pas épargnée dans la répartition des impôts. En vain nous avons remontré que le nombres des pauvres croit de jour en jour pendant que la population diminue ; que l'année dernière n'était que moitié des communes. En vain nous espérions quelque adoussissement sur les charges publiques. Nos plaintes ont été entendu, mais nous sommes encore à attendre l'effet de la bonté et de la justice du gouvernement, et aujourd'hui il se trouve des bleds et avoines gelée, ce qui nous fait espérer du soulagement. La cause principale de cette dépopulation graduelle est que le laboureur se trouve aujourd'hui écrasé par la multitude des taxes entassé les unes sur les autres, de sortes qu'il n'a jamais tout payer.

ET DOLÉANCES DES PAROISSES. 441

Cette classe de citoyens si nécessaire à l'état se trouve en quelque sorte méprisée, pillée et ruinée. Qu'en résulte-t-il en effet? On voit beaucoup de leurs enfans quitter l'état où ils sont né; ils s'acheminent vers les villes et ailleurs; se donnent à des états bien moins utiles sans doute que le labour de la terre, mais ils vivent plus doucement. Qu'on demande au campagnard qui s'est fait citadin pourquoi a-t-il quitté la charue, il pourra répondre que c'est parce que son père et lui ont été exécuté dans leurs meubles pour payer le collecteur à la campagne.

Nous aurions encore bien d'autres observations à faire sur les droits privilégiés et exceptions du clergé et de la noblesse. Nous respectons ces deux premiers corps de l'état, mais nous désirons, nous demandons avec instance qu'ils partagent les charges publiques que nous avons jusqu'à présent porté seuls. L'Etat a besoin de secours et nous même de soulagement; une répartition égale sur tous les citoyens, sans distinction, peut opérer ce double avantage.

Nous remettons avec confiance nos interest entre les mains des personnes que la voix publique choisira pour les États généraux. Nous les assurons d'avance de notre reconnaissance. Nous ne cesseront d'adresser nos vœux au ciel pour la conservation de notre bon Roi et pour la prospérité de la Nation.

Fait et arrêté sur la tombe du petit cimetière, lieu ordinaire des assemblées, le dimanche huit mars mil sept cent quatre vingt neuf, en présence du général des habitans dont partie sousignés.

Signé: René Lucás, Pierre BELLANGER, Julien

LELIEVRE, P. LIGER, E. DURAND, Etienne COMPAIN,
J. DROINNO, Joseph LEBOURDAIS syndic, Jean
LEBOURDAIS et F. BOURNÉ.

Chaufour.

Aujourd'huy cinq mars mil sept cent quatre
vingt neuf, huit heures du matin.

Nous, habitants de la paroisse de Chaufour,
assemblés dans une chambre de Nicolas Le Geas
sacriste, vu la dureté du temps, après le son de la
cloche et avertissement en la manière ordinaire,
à la diligence de Jacques Poirrier, notre syndic ;
lecture faite des ordonnances de M. le Sénéchal,
de M. le Lieutenant général du Mans, le tout
signifié par exploit en date du vingt cinq février
dernier, concernant la tenue prochaine des États
généraux, tout délibéré, les habitants pénétrés de
respect et de reconnaissance pour Sa Majesté, qui
veut bien prendre connoissance de toutes leurs
plaintes et remontrances, sont convenus d'arrester
l'état de leurs besoins ainsy qu'il suit :

1^o La taille et ses accessoires, forment un
impôt d'autant plus onéreux qu'il est absolument
arbitraire, exercé avec toute la rigueur dans les
campagnes et bien augmenté encore pour chaque
contribuable par le nombre des privilégiés ou
soi disants.

2^o Le peuple a toujours gémi ausy sous le
poids de la gabelle et des vexations qui en
résultent en tous genres. Et entre autres il y a
quinze ans ou environ les regrattiers vendoient à
petites mesures et litrons aux pauvres, lequel
litron ne pezoit que trois quartrons pour une